

# Les réseaux sociaux, un nouveau terrain de lutte agricole

Tout ce qui est véhiculé par les réseaux sociaux ne reflète pas toujours la réalité. Loin d'une information de source fiable et vérifiée, ces nouveaux outils de communication sont bien souvent le support de rumeurs, de fausses informations, de contre-vérités et de polémiques, et il est bien compliqué pour un lecteur non averti de trier le vrai du faux. L'agriculture, comme tous les autres secteurs, en fait parfois les frais. Le cas de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC), maladie qui touche les bovins et qui a été détectée en Savoie le 29 juin, en est le parfait exemple et rappelle l'importance d'investir intelligemment ces canaux de communication.



Face aux critiques, aux rumeurs et à la méfiance grandissante, les agriculteurs ont investi les réseaux sociaux pour reprendre la parole. Sylvain Brunier, historien et sociologue au CNRS, et Baptiste Kotras, sociologue à l'Inrae, sont auteurs de l'étude « Un hashtag contre l'agribashing », publiée en 2024, qui met en lumière les « contre-mobilisations agricoles ». Pendant des décennies, l'agriculture s'est toujours discutée entre pairs : syndicats, chambres d'agriculture, ministère... Un débat professionnel et technique qui n'avait historiquement jamais dépassé la sphère agricole et politique. « Très rapidement, les controverses ont emmené l'agriculture sous le feu des projecteurs. Elle est devenue un enjeu de débat public », explique Sylvain Brunier. Et pour cause : « Il y a eu un réel tournant dans les années 1990, 2000 et jusqu'à aujourd'hui. Différentes questions et polémiques ont mis l'agriculture au centre des débats », poursuit-il.

## De la crise de la vache folle au débat numérique

Ce tournant s'incarne lors de la crise de la vache folle, dans les années 1990. « À cette époque, d'un seul coup, les conditions de production, la question de l'élevage, de la manière dont on nourrit les animaux, toutes ces questions qui étaient considérées comme techniques et qui concernaient seulement les agriculteurs, sont devenues des questions qui ouvrent le journal de 20 heures », affirme le sociologue. Le phénomène s'est ensuite poursuivi avec les débats environnementaux, puis les polémiques sanitaires liées à l'utilisation de pesticides, et enfin les préoccupations autour du bien-être animal. « Les pratiques agricoles se sont retrouvées au cœur de l'espace médiatique. Certes, ces quatre grandes causes ne s'attachent pas uniquement à la question agricole, mais de fait, la production agricole en est une composante importante. » Les sujets autrefois traités avec discrétion ou au sein d'arènes professionnelles sont ainsi

devenus l'apanage du grand public et, par ricochet, des critiques. « Ce qui peut aussi donner l'impression ou le sentiment que l'agriculture se retrouve très souvent sous le feu de la critique et des fausses infos, mais le débat s'est tellement étendu que les tendances sont rendues à grande échelle. » Ce basculement a donc ouvert la porte à de nouveaux acteurs : ONG, journalistes, influenceurs, citoyens... Sur Twitter, Facebook ou Instagram, des voix multiples s'expriment, et le débat se déplace dans des arènes moins contrôlées. Les critiques y prennent souvent la forme de campagnes virales ou de messages accusateurs, où se mêlent données scientifiques, expériences personnelles et convictions politiques. C'est aussi le terreau des rumeurs.

## Quand les agriculteurs reprennent la parole

Face à la multiplication des critiques, une partie du monde agricole a décidé de réagir. « Le sentiment général, c'est d'avoir perdu la main sur ce qui se dit du métier », observe Sylvain Brunier. Dès le début des années 2010, des agriculteurs, techniciens ou salariés du secteur se regroupent en ligne pour défendre leur vision du métier. C'est l'émergence du hashtag #agribashing, devenu symbole d'un ras-le-bol. « Dénoncer l'agribashing a été une manière de créer l'unité autour d'un sentiment d'injustice », explique Baptiste Kotras. Autour de ce mot-clé s'est formé un collectif, France AgriTweets, qui a vu le jour entre 2016 et 2017 et qui prône une « communication positive ». L'objectif étant de ne plus seulement répondre à la critique, mais d'expliquer. « C'est une version plus lisse de l'agriculture, comme activité moderne, technique, qui s'adresse surtout au grand public. Les agriculteurs se sont dit qu'il fallait expliquer au public, car il s'exprimait sur un sujet qu'il ne connaissait pas », poursuit le chercheur. Désormais, sur YouTube, des « agri-youtubers » racontent leur quotidien : semis, récoltes, réparations de machines, choix techniques... « C'est une



▲ Sylvain Brunier, sociologue au CNRS (CSO, Sciences Po), et historien.

communication délibérément pacifique, qui cherche à donner une bonne image du secteur », ajoute le sociologue de l'Inrae. Une façon de faire contrepois aux récits anxigènes et de montrer la réalité du terrain. Mais ces prises de parole ne garantissent pas toujours le dialogue. « Les réseaux sociaux sont rarement des espaces de discussion au sens noble du terme », souligne Sylvain Brunier. « Ils mettent beaucoup d'informations en circulation, mais ne créent pas forcément de l'apaisement. » Mais dans un sens comme dans l'autre, ce nouveau traitement médiatique de l'agriculture a un effet réel sur les politiques publiques. Pour les deux chercheurs, cette visibilité accrue a, tout de même, un effet positif : elle oblige chacun à préciser ses arguments. « Les critiques deviennent plus fines, les défenseurs plus pédagogues », estime Baptiste Kotras. Le débat reste conflictuel, mais plus réflexif. « La société s'est emparée collectivement des questions agricoles, et les agriculteurs, eux, s'en saisissent à leur tour pour dire qui ils sont, ce qu'ils font et pourquoi ils le font. » ■

Charlotte Bayon

**SANITAIRE /** Laura Cauquil, vétérinaire au groupement de défense sanitaire (GDS) des Savoie, a accepté de réagir aux fausses informations largement diffusées sur les réseaux sociaux à propos de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC).

## « Ne pas avoir de réponses exactes laisse la porte ouverte aux fausses informations »

Une maladie « sans gravité », « qui ne nécessite pas l'abattage total » et contre laquelle « les vaccins seraient peu utiles ». Tels étaient les propos qu'il était possible de lire ces dernières semaines sur les réseaux sociaux, lorsqu'un média publiait une actualité en lien avec la dermatose nodulaire contagieuse (DNC). Apparue pour la première fois en France dans le département de la Savoie le 29 juin, cette maladie cristallise, depuis, de nombreuses interrogations, inquiétudes et fausses croyances. Ces comportements, Laura Cauquil, vétérinaire au sein du groupement de défense sanitaire (GDS) des Savoie, les a également remarqués lors de réunions organisées avec les éleveurs. « Certains d'entre eux ne comprennent pas pourquoi l'abattage est systématique et total lors de l'apparition d'un foyer épidémiologique. Notre rôle est alors de leur répondre avec le plus de transparence possible », affirme-t-elle. Selon Laura Cauquil, le virus détecté en Savoie est proche à plus de 99 %

de celui qui circule en Sardaigne. À la question : comment a-t-il pu arriver en France ? La vétérinaire admet ne pas avoir de réponse précise. « Le passage par la Corse semble peu vraisemblable, car aucun foyer ne s'y est pour l'instant manifesté. Ne pas avoir de réponses exactes est quelque chose de frustrant, car cela laisse la porte ouverte à de nombreuses hypothèses et fausses informations... »

**Le besoin d'information**  
D'autres informations restent néanmoins certaines. Selon la spécialiste, bien que cette maladie ne tue pas tous les bovins, son impact sanitaire sur le troupeau est fort, puisque 80 % des animaux peuvent être malades et induire ainsi d'importantes pertes économiques. « Au bout d'un à deux mois, les nodules deviennent, dans la majorité des cas, des croûtes chargées en virus qui peuvent ensuite tomber et contaminer d'autres animaux », ajoute-t-elle. Sa contagiosité constitue également un danger, puisque le temps d'incubation de la maladie est

variable. « Le délai entre la contamination et l'apparition des signes cliniques peut être d'une semaine à 28 jours. Une vache peut donc être potentiellement contagieuse pour les autres, même sans signe clinique, via des insectes piqueurs. » Autant d'éléments qui expliquent la stratégie adoptée par l'État et qui échappent à certains : l'abattage total du troupeau dès l'apparition d'un foyer épidémiologique. Pourtant, selon Laura Cauquil, abattre les foyers constitue la seule solution afin de supprimer la source du virus et d'éviter l'installation de la maladie. « Cette méthode, doublée d'une limitation de mouvement d'animaux et d'une vaccination de l'ensemble des bovins, a permis aux départements de l'Ain, de la Haute-Savoie et de la Savoie de déclarer un dernier cas de DNC le 6 septembre », rappelle-t-elle. Dès lors, comment expliquer qu'une génisse rhodanienne ait été déclarée positive à la maladie le 19 septembre, à plus d'une centaine de kilomètres du dernier foyer détecté dans l'Ain ? Là encore, la vétérinaire n'hésite pas à prendre des

pinçettes. « Ce saut au sein d'une zone vierge de la maladie interpelle tout le monde ! Une enquête épidémiologique est donc en cours, mais plusieurs hypothèses demeurent possibles : un animal du cheptel était peut-être un porteur asymptomatique depuis longtemps, un bovin contaminé et sans signe clinique a également pu être introduit au sein du troupeau, un vecteur de la maladie a aussi pu être transporté dans un camion ou une voiture, sachant que ces derniers peuvent être porteurs du virus au maximum 24 heures... »

## Une réserve vaccinale européenne

Très réglementée à l'échelle européenne, la vaccination a pu démarrer dès le 19 juillet et continue de se déployer au sein des zones réglementées. « La réserve de vaccins appartient à une banque vaccinale de l'Union européenne, liée à la Commission européenne, qui n'a donc pas d'autre but d'enrichir un laboratoire pharmaceutique », tient à rappeler Laura Cauquil, persuadée que la vaccination est un outil



▲ Laura Cauquil, vétérinaire au sein du GDS des Savoie.

essentiel à l'éradication du virus sur le territoire français. « Si cette maladie était volontaire et avait pour objectif de déstabiliser la filière, les réponses menées en face ne seraient pas si considérables : l'abattage des foyers, la vaccination des troupeaux et la limitation des mouvements coûtent énormément à l'État », conclut-elle. Fin septembre, le ministère de l'Agriculture a annoncé que plus de 90 % des bovins avaient déjà été vaccinés dans la première zone réglementée, autour des foyers de Savoie, Haute-Savoie et de l'Ain. ■

Léa Rochon



▲ Les réseaux sociaux peuvent être le véhicule de fausses informations, appelées fake news, diffusées dans le but de manipuler ou de tromper le public.

**TROIS QUESTIONS À /** L'économiste Thierry Pouch répond aux théories qui établissent un lien de causalité entre la ratification de l'accord entre le Mercosur et l'Union européenne (UE), la décapitalisation du cheptel bovin français et l'apparition de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) dans l'Hexagone.

## « La DNC accélère la décapitalisation, mais n'en est pas la cause »

Est-il possible d'établir un lien entre la signature officielle du traité de libre-échange entre l'UE et le Mercosur, et l'apparition de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) en France ?  
**Thierry Pouch** : « Les théories du complot ont toujours existé. Mais sur ce sujet, il est essentiel de s'appuyer sur des faits datés. L'accord a déjà été signé une première fois en 2019, sous la Commission Juncker. Des désaccords environnementaux et l'arrivée au pouvoir du président brésilien Jair Bolsonaro ont ensuite gelé le processus de mise en application. La signature officielle de l'accord a finalement eu lieu en décembre 2024. Sa validation à l'unanimité par l'ensemble des commissaires de la Commission européenne a été actée en septembre dernier. Nous sommes désormais dans la phase de ratification avec le Parlement et le Conseil. »

Une seconde théorie évoque une décapitalisation volontairement orchestrée par l'État français. Que répondez-vous à cette affirmation ?  
**T. P.** : « Cela fait dix ans que le cheptel bovin français diminue : il était déjà fragilisé bien avant la signature de l'accord UE-Mercosur. Les élevages bovins danois, néerlandais, allemands ou belges connaissent d'ailleurs la même tendance depuis plusieurs années. En 2023, le gouvernement néerlandais a même demandé aux éleveurs de réduire le cheptel laitier, afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Cette décision

politique avait déclenché d'importantes mobilisations agricoles dans le pays, qui se sont ensuite propagées en Pologne contre l'importation de blé, de sucre et de viande de volaille ukrainiens. La décapitalisation du cheptel français n'a donc pas attendu l'arrivée de la DNC pour s'amorcer : le mouvement est enclenché depuis longtemps. L'émergence de la DNC accélère ce processus, mais n'en est pas la cause. Rappelons qu'aucune théorie similaire n'avait circulé au moment de la grippe aviaire, alors même que cette crise sanitaire avait conduit à l'abattage de 20 millions de volailles françaises, ce qui constitue aussi une forme de décapitalisation. Et cela, dans un contexte où la France est déficitaire sur ses échanges agricoles depuis 2005. »

**Comment interprétez-vous la volonté de l'UE de multiplier les accords de libre-échange ?**  
**T. P.** : « Les coûts de production au Brésil sont environ 40 % inférieurs à ceux pratiqués en France. La restauration hors domicile a donc intérêt à importer de la viande brésilienne, malgré les incertitudes que cela fait peser sur l'étiquetage. Cette logique commerciale et économique explique que l'UE multiplie les accords de libre-échange, quitte à fragiliser son agriculture pour importer à moindre coût. Mais cette stratégie lui permet également de moins produire et d'importer à un coût plus favorable, avec un effet direct : faire émettre ses gaz à effet de serre par d'autres pays. N'oublions pas qu'au cours de ses négociations commerciales, l'UE



▲ Thierry Pouch, économiste à Chambres d'Agriculture France.

cherche avant tout à affirmer sa puissance normative. D'où un problème de cohérence. Lors de la signature de l'accord avec la Nouvelle-Zélande, celle-ci s'est par exemple engagée à respecter les accords de la COP21 de 2015. Le Mercosur, en revanche, y est plus réticent. Or, il n'est pas cohérent de demander la fin de la déforestation liée à l'élevage brésilien tout en continuant d'importer massivement la viande issue de cet élevage. » ■

Propos recueillis par Léa Rochon

## ÉDITORIAL /

### Bien s'informer, c'est aussi cultiver la vérité



▲ 450 journalistes travaillent pour les 147 titres et sites Internet de la presse agricole départementale, régionale et nationale.

Dans nos campagnes, comme ailleurs, l'information circule désormais à toute vitesse via les réseaux sociaux et la bouche à oreille. En quelques clics, un rumeur peut traverser le pays, semant le doute ou la confusion. Les « fake news », ces fausses informations souvent spectaculaires, se répandent et créent des polémiques infondées. Dans ce contexte où tout va vite, le rôle du journaliste professionnel reste plus que jamais essentiel : distinguer le vrai du faux, vérifier chaque donnée, offrir à chacun une information solide et fiable. L'agriculture, en particulier, n'échappe pas à cette avalanche de contenus. Entre débats environnementaux, crise sanitaire, innovations techniques et décisions politiques, il est facile de s'y perdre. Les mots circulent plus vite que les faits, et il faut parfois du temps pour comprendre une réalité de terrain. C'est justement ce temps de la vérification, du recoupement et de l'écoute que revendique notre métier de journaliste.

### La rigueur du journaliste professionnel

Informé, ce n'est pas simplement répéter ce qui se dit. C'est aller voir, rencontrer, confronter les points de vue et replacer chaque sujet dans son contexte. Cette exigence de rigueur est la meilleure garantie contre les approximations et les manipulations. C'est aussi une marque de respect envers nos lectrices et lecteurs, qui ont besoin d'une information claire, vérifiée et vérifiable pour se forger leur propre opinion. Dans un monde où chacun peut publier, partager ou commenter, le journaliste professionnel garde une mission singulière : celle d'être un repère, une boussole dans le flot continu des paroles et des images. Parce qu'une société a besoin de fondations solides, s'informer auprès d'une presse professionnelle animée par des journalistes professionnels est une liberté et un droit qu'il est important de ne pas annihiler en se laissant tromper par le miroir aux alouettes. La presse agricole départementale, régionale et nationale, pour laquelle travaillent 450 journalistes de terrain, délivre dans les colonnes de ses 147 titres et sites Internet, une information pointue, stratégique et exclusive. Une mission qui ne se dément pas depuis bientôt cent ans. ■

La rédaction